



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

**CHAUMONT, le 01 octobre 2021**

Nos réf. : SHM/CF/NA n° 21-  
T:\UD 10 52\Activites\ICPE-52\1\_Autorisation\PLASTIFER\_Saint\_Dizier\3\_VI\2021\_09\_28\_VI\2021\_10\_01\_LET\_EXPL\_VF.odt  
Affaire suivie par : Cyril FUSELIER  
cyril.fuselier@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 25 30 21 54

Courriel : [ud52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

**Le directeur régional,**

à

**Monsieur le Directeur**

**Société PLASTIFER  
41, rue Victor Basch  
52100 SAINT DIZIER**

**Objet :** Visite d'inspection de votre établissement de SAINT DIZIER le 28 septembre 2021

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint le rapport de l'Inspection de l'environnement (installations classées) relatif aux constats effectués sur votre site sis 41, rue Victor Basch à SAINT DIZIER à l'occasion de la visite de contrôle du 28 septembre 2021.

Je vous invite à en prendre connaissance avec attention.

Lors de la visite d'inspection objet de la présente lettre, il est apparu que vos installations respectaient désormais les prescriptions qui faisaient l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure qui avait été pris le 19 août 2021, suites de la visite d'inspection du 15 juin 2021.

Toutefois, lors de cette visite, des non-conformités relatives à la surveillance des eaux souterraines et de surface ont été relevées.

Par conséquent, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet de la Haute-Marne de vous mettre en demeure de respecter :

- sous trois mois les dispositions prévues aux articles 11 (surveillance des eaux souterraines) et 9.1 (valeurs limites de rejets des eaux) de l'arrêté préfectoral n°648 du 10 janvier 2007 ;

- sous six mois les dispositions prévues à l'article 18 (Raccordement à une station d'épuration) de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux).

Vous trouverez ci-joint le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Cette transmission a lieu conformément aux articles L. 514-5 et L. 171-6 du code de l'environnement. **Vous disposez d'un délai de 15 jours à réception de ce courrier pour faire part de vos observations à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) sur ce projet d'arrêté.**

Passé ce délai et sans observation de votre part, monsieur le préfet signera cet arrêté en l'état avant de vous le notifier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le chef de l'Unité départementale  
Aube – Haute-Marne



Hubert MENNESSIEZ